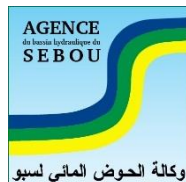


ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert N° 40/2021/ ABHS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**REALISATION DE PRESTATIONS BATHYMETRIQUES ET
TOPOGRAPHIQUES DANS LE BASSIN HYDRAULIQUE DU
SEBOU**

Sommaire

Préambule du cahier des prescriptions spéciales	3
Chapitre I : Prescriptions techniques	6
Article 1 : Objet de l'appel d'offre	6
Article 2 : Consistance des prestations	6
Article 3 : Résultats et livrables	7
Article 4 : Mode d'exécution	8
Article 5 : Aire d'intervention.....	8
Chapitre II : Prescriptions administratives et financières	9
Article 6 : Référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché.....	9
Article 7 : Documents constitutifs du marché	9
Article 8 : Validité et délai de notification de l'approbation du marché	9
Article 9 : Droits de timbre et d'enregistrement	10
Article 10 : Délais d'exécution	10
Article 11 : Pièces mises à la disposition du prestataire	10
Article 12 : Nantissement.....	10
Article 13 : Cautionnement provisoire et cautionnement définitif	11
Article 14 : Election du domicile du prestataire	11
Article 15 : Assurances – responsabilité.....	11
Article 16 : Sous-traitance	11
Article 17 : Retenue de garantie.....	12
Article 18 : Réception provisoire.....	12
Article 19 : Délai de garantie	12
Article 20 : Réception définitive.....	13
Article 21 : Pénalités pour retard	13
Article 22 : Nature des prix.....	13
Article 23 : Révision des prix	13
Article 24 : Modalités de règlement.....	13
Article 25 : Retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non-résidents au Maroc	14
Article 26 : Protection de la main d'œuvre, conditions de travail, immigration au Maroc	14
Article 27 : Résiliation du marché	14
Article 28 : Confidentialité	14
Article 29 : Lutte contre la fraude et la corruption	14
Article 30 : Mesures de sécurité.....	15
Article 31 : Règlement des différends et litiges.....	15
Article 32 : Définition des prix	15
Article 33 : Bordereau des prix – détail estimatif.....	17

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, représentée par son Directeur

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*).....ouvert
auprès

de.....

.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

.....

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*).....

ouvert auprès
de.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant éléction de domicile au
.....
.....

Compte bancaire n°(RIB sur 24
positions).....

ouvert auprès
de.....

- **Membre 2 :**

.....
(Servir les renseignements le concernant)

-
-

- **Membre n :**

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.....
(prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et
coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire
commun sous n°

(RIB sur 24
positions).....

ouvert auprès
.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE I : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 1 : Objet de l'appel d'offre

Le marché qui découlera du présent appel d'offre a pour objet la réalisation de prestations bathymétriques et topographiques dans le bassin du Sebou.

Article 2 : Consistance des prestations

Les prestations à exécuter au titre du marché qui découlera du présent Appel d'Offres consistent en la réalisation de prestations bathymétriques et topographiques en vue de l'évaluation de la capacité de stockage de barrages ou autres retenues d'eau et de leurs états d'envasement notamment :

- La réalisation des profils bathymétriques de l'ensemble des retenues avec une équidistance de 50 m.

Pour le barrage de Garde, lesdits profils devront être réalisés perpendiculairement au sens d'écoulement de l'eau dans la retenue sur une distance minimale de 110 km à l'amont du barrage avec une équidistance de 50m. Ces profils devront couvrir les lits mineur et majeur d'écoulement jusqu'au bords du cours d'eau du Sebou.

- La réalisation des profils en long des retenues selon les directions des différents bras des retenues. Pour le barrage de Garde, ces profils seront réalisés dans le sens d'écoulement de l'eau dans la retenue.
- La réalisation des profils bathymétriques au voisinage des ouvrages annexes (vidanges de fond, évacuateurs des crues, prises d'eau) avec une équidistance des entre les profils de 15 m.
- Comme la bathymétrie n'est pas forcément conduite dans les conditions où le volume de la retenue est à sa capacité maximale, le consultant devra procéder à la réalisation des levés topographiques en complément des travaux bathymétriques pour atteindre le niveau des plus hautes eaux. Pour ce faire, le consultant devra mesurer les hauteurs au-dessus de la retenue d'eau jusqu'au niveau des plus hautes eaux ou jusqu'au niveau précisé dans le présent marché.

Les travaux topographiques qui seront réalisés au-dessus du niveau d'eau devront permettre le relevé des détails planimétriques et altimétriques de la retenue du barrage avec un maillage de 0.5 m × 0.5 m et une précision de levé centimétrique.

- La photographie et l'élaboration de cartes d'occupation du sol au niveau des zones levées.
- L'évaluation des couples Côtes (m NGM) et Surfaces (Km2) de la retenue tous les dixièmes de mètre (0,1 m) et tous les centimètres et les volumes correspondants (Mm3) jusqu'à la côte des plus hautes eaux ;

Pendant la période de préparation des retenues de barrage, le titulaire du marché procédera à la reconnaissance détaillée des bornes existantes dans la retenue du barrage, des points de la triangulation cadastrale et des repères du Nivellement Général du Maroc pouvant constituer des points de référence pour réaliser les prestations du présent marché.

Avant d'entamer les prestations, le titulaire du marché produira un programme d'exécution. Ce programme indiquera d'une façon détaillée les moyens en personnel et matériel dont dispose son entreprise, les méthodes que celui-ci compte employer, l'échelonnement dans le temps des diverses opérations.

Moyen et matériel mis en œuvre

Le prestataire devra mettre en œuvre toutes les technologies et techniques permettant d'aboutir à un résultat respectant les spécifications et les précisions demandées dans le cadre du présent marché. On peut notamment citer au minimum les postes suivants :

- Echosondeur monofréquence avec les caractéristiques minimales suivantes :
 - Précision de 1 cm ;
 - Plage de mesure : 0.3 à 100 m ;
 - Fréquence d'échantillonnage : 100 kHz.
- Positionnement par technologie de GPS-RTK ou équivalent permettant une précision centimétrique ;
- Matériels pour prise de vue aérienne ;
- Moyens matériels pour le traitement des données.

Conditions de levé à respecter

Dans le cas où le MO constaterait des manquements à la densité ou la précision souhaitée, ou tout autre manquement aux spécifications du présent marché, il se réserve le droit de refuser les données. Le prestataire devra alors prévoir à sa charge la correction des erreurs relevées, par exemple en effectuant des levés ou des traitements supplémentaires.

Le prestataire est tenu d'avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation des prestations objet du présent marché.

Précision du levé

Les levés effectués par le prestataire devront avoir une précision centimétrique en planimétrie et en altimétrie. Le prestataire devra utiliser les procédés adéquats pour garantir ces précisions.

Géo référencement

Le système de projection des données sera Merchich/Nord Maroc. Le système de référence altimétrique associé sera le NGM.

Article 3 : Résultats et livrables

1. Note Méthodologique

Le prestataire présentera la note méthodologique avant tout commencement des prestations de terrain.

2. Images aériennes

Le prestataire doit remettre au MO les images des zones levées en format raster Géoréférencé.

3. Carte d'occupation du sol

Le prestataire devra élaborer des cartes d'occupation du sol en format vecteur (.shp).

4. Semis des points levés et produits dérivés

Le prestataire devra remettre le semis de points levés, les courbes isobathes, les courbes de niveau, les MNT de résolutions de 0.25m, 0.5m, 1m, 2m et 5m, profils et tout autre produit dérivé dans des formats adéquats (txt, Shp, dwg, tif ... etc.).

5. Rapports

Le prestataire devra élaborer un rapport de réalisation de prestation pour chaque site levé (barrages ou lac) qui récapitule les différentes étapes de réalisation des prestations en mentionnant notamment le matériel utilisé, les dates de levé, les conditions des levés, les profils levés par bathymétries complétés par topographie les méthodes de calcul utilisé, les résultats de bathymétrie ainsi que des analyses comparatives entre les bathymétries obtenues et les bathymétries antérieures.

Article 4 : Mode d'exécution

Avant tout commencement des prestations, le prestataire est tenu de présenter une note méthodologique dans laquelle il exposera la démarche à suivre pour l'exécution du marché, le matériel qui sera utilisé et le programme prévisionnel d'exécution des prestations du marché issu du présent appel d'offres.

Le prestataire est tenu d'informer le MO périodiquement de l'avancement des prestations.

Article 5 : Aire d'intervention

Le marché qui découlera du présent appel d'offres concernera les barrages et lac suivants :

Site	X	Y	Volume normal initial de retenue (Mm3)	Superficie approximative maximale des levés bathymétriques et topographiques (km2)(*)
Barrage de Garde	406 835	432 500	37	24
Barrage Allal Al Fassi	566 649	370 542	70	5
Barrage Bab Louta	599 400	379 600	38	3
Lac Dayet Aoua	533 900	339 100	2.7 (**)	1.5
Barrage Sahla	566 800	442 400	62	4.5

(*) Les superficies sont données à titre indicatif et non contractuel.

(**) Volume du lac Dayet Aoua à la cote 1463 m NGM.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 6 : Référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

Textes généraux :

- Le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes.
- Le dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiements et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 7 : Documents constitutifs du marché

Les pièces constitutives du marché sont :

- L'acte d'engagement ;

- Le cahier de prescriptions spéciales ;
- Le bordereau de prix global et la décomposition du montant global ;
- L'offre technique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

Article 8 : Validité et délai de notification de l'approbation du marché

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Article 9 : Droits de timbre et d'enregistrement

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 10 : Délais d'exécution

Le délai global nécessaire à la réalisation des prestations du marché issu du présent appel d'offres est de **douze (12) mois** à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service de commencement des prestations.

Article 11 : Pièces mises à la disposition du prestataire

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

Article 12 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
2. Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du

dahir du 19 Février 2015, est Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

Article 13 : Cautionnement provisoire et cautionnement définitif

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 20 000,00 dirhams (vingt milles dirhams)

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

Article 14 : Election du domicile du prestataire

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sisMaroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivants ce changement.

Article 15 : Assurances – responsabilité

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

Article 16 : Sous-traitance

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;

- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Article 17 : Retenue de garantie

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

Article 18 : Réception provisoire

A l'achèvement des prestations et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des prestations aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

Article 19 : Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à six (6) mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'erreurs, anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies (en réalisant des levés

complémentaires si nécessaire) sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à un paiement supplémentaire.

Article 20 : Réception définitive

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

Article 21 : Pénalités pour retard

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

Article 22 : Nature des prix

Le présent marché est à prix global.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail

Article 23 : Révision des prix

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables.

Article 24 : Modalités de règlement

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage calculé par application des prix forfaitaires aux postes réellement exécutées conformément au marché, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en créditant le compte bancaire du titulaire.

Les modalités de paiement sont comme suit :

- 60% du montant à l'acceptation des rapports de prestation et des autres livrables produits en version provisoire ;
- 40% du montant à l'acceptation des rapports de prestation et des autres livrables produits en version définitive.

La note méthodologique et les rapports des prestations y compris les profils et les profils en long doivent être produits en 3 exemplaires en version provisoire et 5 exemplaires en version définitive en formats papier et numérique.

Les autres livrables du présent marché, à savoir les images aériennes, les cartes d'occupation du sol les semis de points levés, ...etc. devront être produits en 3 exemplaires en version provisoire et 5 exemplaires en version définitive en format numérique.

Article 25 : Retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non-résidents au Maroc

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

Article 26 : Protection de la main d'œuvre, conditions de travail, immigration au Maroc

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

Article 27 : Résiliation du marché

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

Article 28 : Confidentialité

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de

confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession

Article 29 : Lutte contre la fraude et la corruption

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

Article 30 : Mesures de sécurité

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

Article 31 : Règlement des différends et litiges

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

Article 32 : Définition des prix

Prix N°1 : Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage de garde

Ce prix rémunère la réalisation de prestations bathymétriques et topographiques en vue d'évaluer la capacité de stockage du barrage de garde jusqu'au niveau des plus hautes eaux (7 m NGM) ainsi que la réalisation de profils en travers du Sebou sur une longueur minimale de 110 km à l'amont du barrage de Garde selon les spécifications de l'article 2 du présent marché.

Ce prix est payé au forfait (Ft).

Prix N°2 : Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage Allal al Fassi

Ce prix rémunère la réalisation de prestations bathymétriques et topographiques en vue d'évaluer la capacité de stockage du barrage Allal Al Fassi jusqu'au niveau des plus hautes eaux (421.5 m NGM) selon les spécifications de l'article 2 du présent marché.

Ce prix est payé au forfait (Ft).

Prix N°3 : Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage Bab Louta

Ce prix rémunère la réalisation de prestations bathymétriques et topographiques en vue d'évaluer la capacité de stockage du barrage Bab Louta jusqu'au niveau des plus hautes eaux (563 m NGM) selon les spécifications de l'article 2 du présent marché.

Ce prix est payé au forfait (Ft).

Prix N°4 : Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du lac « Dayet Aoua »

Ce prix rémunère la réalisation de prestations topographiques complétées par des travaux bathymétriques si nécessaire en vue d'évaluer la capacité de stockage du lac « Dayet Aoua » jusqu'au niveau de la route qui entoure ledit lac selon les spécifications de l'article 2 du présent marché.

Ce prix est payé au forfait (Ft).

Prix N°5 : Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage Sahla

Ce prix rémunère la réalisation de prestations bathymétriques et topographiques en vue d'évaluer la capacité de stockage du barrage Sahla jusqu'au niveau des plus hautes eaux (374 m NGM) selon les spécifications de l'article 2 du présent marché.

Ce prix est payé au forfait (Ft).

Article 33 : Bordereau du prix global et bordereau de décomposition du montant global.

BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

Désignation des prestations	Prix forfaitaire en DHS (hors TVA) (En chiffres)
REALISATION DE PRESTATIONS BATHYMETRIQUES ET TOPOGRAPHIQUES DANS LE BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU	
Total (hors TVA)	
TVA (20%)	
Total TTC	

Fait à, Le

(Signature et cachet du concurrent)

DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

<i>N° des prix</i>	<i>Désignation des prestations</i>	<i>Quantités Forfaitaires</i>	<i>Prix forfaitaire en DH (hors TVA)</i>	<i>Prix total (hors TVA)</i>
1	Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage de garde	Ft		
2	Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage Allal Al Fassi	Ft		
3	Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage Bab Louta	Ft		
4	Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du lac « Dayet Aoua »	Ft		
5	Travaux bathymétriques et topographiques au niveau du barrage Sahla	Ft		
Total (hors TVA)				
TVA (20%)				
Total TTC				

Fait à, Le

(Signature et cachet du concurrent)

AO N° : 40/2021/ABHS
REALISATION DE PRESTATIONS BATHYMETRIQUES ET TOPOGRAPHIQUES
DANS LE BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU

Pour un montant de : Toutes Taxes Comprises

<p style="text-align: center;">Dressé par :</p> <p>Fès le</p>	<p style="text-align: center;">Vérifié et présenté par :</p> <p>Date :</p>
<p>Lu et accepté par :</p> <p>Le prestataire soussigné</p> <p>Fès le</p>	
<p style="text-align: center;">Visé par :</p> <p style="text-align: center;">Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou</p> <p>Rabat, le :</p>	<p style="text-align: center;">Approuvé par :</p> <p style="text-align: center;">Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou</p> <p>Fès le</p>